LA SCHL—TAUX D'INTÉRÊT ET CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Question n° 1624—**M. Herridge:**

Quels taux d'intérêt et quelles conditions de remboursement sont accordés par la Société centrale d'hypothèques et de logement dans les cas suivants: a) pour la construction de maisons, b) pour la construction de maisons de rapport et autres locaux d'affaires, c) dans le cas d'autres institutions?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail):

Les taux d'intérêt maximums en cours que doit payer un emprunteur à l'égard d'un prêt consenti aux termes de la L.N.H. sont les suivants:

a) S'il s'agit d'un prêt consenti pour la construction de maisons, le taux d'intérêt est de 6 $\frac{3}{4}$ p. 100 l'an, calculé semestriellement et non à l'avance. La période maximum de remboursement peut être de 35 ans.

b) S'il s'agit d'un prêt consenti pour la construction de maisons de rapport, le taux d'intérêt est de 6 $\frac{3}{4}$ p. 100 l'an calculé semestriellement et non à l'avance. La période maximum de remboursement peut être de 35 ans.

c) S'il s'agit d'un prêt consenti en vertu de l'article 16, à une compagnie de logement à dividendes limités ou en vertu de l'article 16A à une corporation sans but lucratif pour fournir des logements à des particuliers ou à des familles à faible revenu, le taux d'intérêt est de 5 $\frac{7}{8}$ p. 100 l'an, calculé semestriellement et non à l'avance. La période maximum de remboursement peut être de 50 ans.

Si le prêt est consenti en vertu de l'article 35D à une province, à une municipalité ou à un office du logement public pour la construction ou l'acquisition d'un ensemble de logement public, le taux d'intérêt est de 5 $\frac{7}{8}$ p. 100 l'an, calculé semestriellement et non à l'avance. La période maximum de remboursement peut être de 50 ans.

Si le prêt est consenti en vertu de l'article 35C à une province, à une municipalité ou à un office du logement public pour faciliter l'acquisition et l'équipement de terrains à des fins de logement public, le taux d'intérêt est de 5 $\frac{7}{8}$ p. 100 l'an, calculé semestriellement et non à l'avance. La période maximum de remboursement peut être de 15 ans.

Si le prêt est consenti en vertu de l'article 36B à une université, à une association coopérative ou à une organisation de charité en vue de l'aider dans la construction d'un ensemble d'habitations universitaires, pour loger les étudiants des universités ainsi que leur famille, le taux d'intérêt est de 5 $\frac{7}{8}$ p. 100 l'an, calculé semestriellement et non à l'avance. La période maximum de remboursement peut être de 50 ans.

Si le prêt est consenti en vertu de l'article 36F à une province, à une municipalité ou à une corporation municipale de système d'égout pour faciliter la construction ou l'agrandissement d'installation de traitement des eaux vannes, le taux d'intérêt est de 5 $\frac{7}{8}$ p. 100 l'an, calculé semestriellement et non à l'avance. La période maximum de remboursement peut être de 50 ans.

Si le prêt est consenti en vertu de l'article 8 à une association coopérative de logement pour fournir des logements à ses membres ou à ses actionnaires, le taux d'intérêt est de 6 $\frac{3}{4}$ p. 100 l'an, calculé semestriellement et non à l'avance. La période maximum de remboursement peut être de 35 ans.

Se le prêt est consenti en vertu de l'article 23C à une province ou à une municipalité pour l'aider à exécuter un programme de rénovation urbaine, le taux d'intérêt est de 5 $\frac{7}{8}$ p. 100 l'an, calculé semestriellement et non à l'avance. La période maximum de remboursement peut être de 15 ans.

Si le prêt est consenti en vertu de l'article 23D par un prêteur agréé au propriétaire d'un ensemble d'habitations situé dans une zone de rénovation urbaine, le taux d'intérêt est de 6 $\frac{3}{4}$ p. 100 l'an. La période maximum de remboursement peut être de 25 ans.

LES DEMANDES RELATIVES AU PROGRAMME DE MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Question n° 1634—**M. Coates:**

1. A-t-on reçu jusqu'ici des demandes d'octrois ou avances relevant du programme de mobilité de la main-d'œuvre, et, dans le cas de l'affirmative, combien?

2. Des demandes ont-elles été approuvées, et, dans le cas de l'affirmative, a) combien, et b) quel en est le nombre pour chacune des provinces du Canada?

3. Par suite de la mise en application dudit programme à la fermeture de la *Wabana Iron Works*, des particuliers de Terre-Neuve ont-ils été transférés à de nouveaux emplois, et, dans le cas de l'affirmative, a) quel en est le nombre, et b) dans quelles provinces lesdits employés ont-ils été transférés?

M. John C. Munro (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): 1. Oui, depuis de 28 décembre 1965, date de mise en application du programme, nous avons reçu 944 demandes de prêts et 691 demandes de subventions.

2. Oui, à compter du 28 décembre 1965, date de mise en application du programme, jusqu'au 3 juin 1966: a) 629 demandes de prêts et 360 demandes de subventions ont été approuvées; b) le nombre de demandes